

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRPP Depot d'hydrocarbures

ZI N 1
BP 2015
97420 Le Port Marine

Références : SPREI/USRA/0007100079/CL/2025-1783
Code AIOT : 0007100079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement SRPP Depot d'hydrocarbures implanté Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port. L'inspection a été annoncée le 21/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRPP Depot d'hydrocarbures
- Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port
- Code AIOT : 0007100079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SRPP est un dépôt d'hydrocarbures et de gaz, appartenant au groupe Rubis, qui assure des prestations d'importation et de distribution de carburants et de gaz. Le groupe Rubis possède également le réseau de stations-service VITO présentes sur l'île de La Réunion.

Le carburant est stocké dans 4 zones pour un volume global d'environ 250 000 m³ ; les derniers réservoirs ont été réalisés en 2008. Le gaz est stocké dans des réservoirs avant d'être conditionné en bouteilles de divers formats pour particuliers ou professionnels.

L'installation est classée Seveso seuil haut.

La SRPP compte 92 employés dont 7 opérateurs pompier pour l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Réalisation d'exercice POI | Code de l'environnement du 26/05/2014, article R.515-100 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 4 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 5 | Personnels compétents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 6 | Liste des produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------|---|-------------------|
| 1 | Mise à jour du POI | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite de contrôle visait à déterminer si l'exploitant avait défini une stratégie pour la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle (incendie important) et mis en place les moyens nécessaires pour appliquer celle-ci.

Il apparaît que seule la première étape a été accomplie, c'est-à-dire l'établissement de la liste des substances susceptibles d'être émises. L'exploitant doit rapidement continuer à avancer sur ce sujet, dont l'inspection mesure la complexité du fait de l'insularité de La Réunion et de la difficulté

à disposer de laboratoires suffisants ou d'organismes habilités disponibles en permanence.
Mais c'est également cette insularité qui rend encore plus indispensable une préparation minutieuse à de tels événements afin d'être capable de réagir rapidement et de pouvoir mesurer l'impact d'un incendie dès sa phase accidentelle ainsi qu'en gestion post-accidentelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| Constats : Le plan d'opération interne (POI) de l'exploitant a été révisé le 02/06/2025 et répond donc à la prescription réglementaire visée. L'inspection note toutefois, comme cela est développé dans le reste du présent rapport, que le POI n'intègre pas les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'incendie grave. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article R.515-100 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires |
| Prescription contrôlée : « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » |
| Constats : Le dernier exercice réalisé par l'exploitant a eu lieu en juin 2025 et le précédent le 10/12/2024. L'exploitant se fait assister par un prestataire externe (Risk Partenaires Océan Indien) pour l'aider dans l'animation et la rédaction du compte rendu. Le compte rendu d'exercice est ensuite injecté dans un tableau d'action/amélioration qui intègre également les retours internes et externes (SDIS par exemple). L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi des actions (KPI) : l'inspection a constaté que l'exercice de 2024 n'y avait pas été intégré et que les propositions d'amélioration ne font donc pas l'objet d'un suivi. De même, le plan d'action pour l'exercice 2025 n'a pas encore été créé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le compte rendu de l'exercice de 2025. |

| |
|--|
| Il confirme à l'inspection l'intégration des mesures d'améliorations issues des comptes rendus des exercices 2024 et 2025 dans le logiciel de suivi. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confié l'analyse des substances à rechercher en cas incendie à un prestataire (Bureau Veritas) qui a remis la liste à l'exploitant quelques jours avant la présente visite : l'inspection a découvert sur place cette liste et en a fait une lecture rapide. La méthodologie utilisée est celle des guides reconnus.</p> <p>L'inspection a noté l'absence de prise en compte du guide technique du GESIP "produits de décomposition des additifs des carburants". L'exploitant a expliqué que cela s'expliquait par l'absence d'additifs dans les carburants, contrairement à ceux trouvés dans l'hexagone. L'inspection prend note de cette affirmation et rappelle à l'exploitant qu'il est responsable dans la détermination des substances à rechercher.</p> <p>Par contre les milieux dans lesquels rechercher ces substances ainsi que les prélèvements conservatoires à réaliser en fonction de l'environnement du site, en vue de la gestion post-accidentelle, n'ont pas été définis.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit poursuivre la démarche en définissant les milieux devant faire l'objet de prélèvements et justifier ces choix. Les milieux analysés ainsi que les prélèvements conservatoires dépendront notamment de l'environnement du site (présence de captage d'eau, de terres agricoles, etc.).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|---|
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Stratégie de prélèvement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas encore défini sa stratégie de prélèvement et celle-ci n'apparaît pas dans son POI. Ainsi les milieux devant faire l'objet de prélèvements ne sont pas définis et le matériel requis n'est pas défini à l'exception d'un analyseur continu multi gaz pour déterminer la présence des principaux gaz toxiques.</p> <p>Du fait de l'absence, sur le territoire réunionnais, de laboratoire suffisamment équipé pour permettre une analyse rapide des composés issus d'un incendie long, l'exploitant a bien identifié la nécessité de disposer de matériel permettant d'apporter une première réponse sur la toxicité des fumées et de qualifier au mieux la signature chimique de l'évènement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant définit au travers de sa stratégie les équipements et protocoles de prélèvement nécessaires et cohérents pour la recherche, dans les milieux identifiées, des substances dangereuses émises lors d'un incendie. Pour mémoire, cette stratégie doit permettre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • disposer dès la phase d'urgence de résultats permettant de qualifier la signature chimique et apporter les premiers éléments visant à mesurer leur impact potentiel (notamment en termes de toxicité) ; |

- réaliser les prélèvements conservatoires dans les milieux et matrices requis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Comme vu au constat précédent, l'exploitant n'a pas encore défini sa stratégie de prélèvements et n'a pas encore les matériels nécessaires. Il en va de même pour le personnel.

Une des pistes étudiées porte sur la formation de personnels en interne ou de sous-traiter cela à un organisme habilité. Le recours à ces derniers est cependant plus complexe qu'en métropole puisqu'ils ne sont pas nécessairement dimensionnés pour mettre en place une astreinte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant, une fois sa stratégie définie, met en place les moyens humains nécessaires pour la réalisation des prélèvements.

S'il recourt à un organisme agréé, il s'assure que ce dernier peut intervenir rapidement et dispose des moyens matériels et humains nécessaires et requis pour un incendie sur son site.

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : Liste des produits de décomposition

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 |
| Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La liste des produits de décomposition n'a pas été intégrée dans l'étude de danger ou le POI de l'exploitant.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intègre dans son étude de dangers la liste des produits de décomposition. Si cette dernière montre l'émission de substances toxiques, il étudie le phénomène dangereux associé et en détermine la fréquence et la gravité, conformément à la méthodologie de la circulaire du 10/05/2010 ; le cas échéant la matrice d'acceptabilité du risque est mise à jour.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |